

Mémoire présenté par Don Soule

Je crois que l'efficacité, l'efficacité, l'imputabilité et la transparence doivent être largement plus présentes qu'elles ne le sont dans le modèle actuel.

À cette fin, les partis et/ou les personnes qui souhaitent diriger le pays auraient l'obligation de présenter une plateforme détaillée qui exprime clairement, et avec exactitude, leurs promesses électorales et qui fournit une description détaillée des principaux paramètres de rendement afin que tout un chacun puisse évaluer précisément si les promesses électorales sont tenues ou non. Ces paramètres seraient constamment surveillés et diffusés largement, en continu. Si, à tout moment, les élus ne respectent pas ces paramètres, ils seraient automatiquement destitués et de nouvelles élections seraient tenues, au cours desquelles les députés sortants ne pourraient se présenter de nouveau parce qu'ils n'ont pas tenu leurs promesses. La plateforme devrait aussi expliquer très clairement qui, précisément, fera partie de l'équipe du parti et quelles seront les fonctions occupées par chaque membre de l'équipe au moment de diriger le pays pendant le mandat, si le parti est élu.

Nous avons probablement tous été témoins d'électeurs contrariés, et peut-être l'avons nous été nous-mêmes, parce qu'ils ont l'impression d'avoir été laissés pour compte, mais qui continuent tout de même d'aller voter, c'est-à-dire qu'ils vont voter uniquement pour exercer leur droit de vote. Nous avons tous déjà entendu un discours du genre « je ne sais pas pour qui voter, et j'ai donc voté pour le premier député ou le premier nom qui figurait sur le bulletin de vote » [TRADUCTION]. Je ne crois pas que ce genre de personnes devraient avoir leur mot à dire au moment de prendre des décisions importantes, comme l'élection d'un gouvernement. Je pense que seuls les citoyens qui ont, à tout le moins, des connaissances de base sur les questions du jour et sur les candidats devraient avoir le droit de voter. Par conséquent, afin de recevoir un bulletin de vote pour exercer son droit de vote, le citoyen devrait d'abord démontrer qu'il détient certaines connaissances en passant un examen de base.

Les citoyens ne devraient pas voter pour un candidat local, mais plutôt pour la personne qui dirigera le pays. Les élections devraient compter plusieurs tours de scrutin à l'issue desquels les candidats ayant reçu le moins de voix seraient éliminés, jusqu'à ce qu'un candidat obtienne au moins 70 % des voix. Le candidat qui obtient une majorité grâce à 70 % des voix gagne le droit de diriger le pays et peut mettre en œuvre sa plateforme. Il n'y aurait pas de partis de l'opposition, puisque la plateforme du candidat élu est très bien expliquée et que, de toute évidence, une grande majorité d'électeurs souhaitent la mise en œuvre de la plateforme. Autrement dit, il faudrait éliminer autant d'obstacles à la mise en œuvre de la plateforme électorale du parti élu que possible.

Au cours du mandat, si, à un certain moment, la plateforme n'est pas mise en œuvre comme promis, le gouvernement devrait automatiquement être destitué. On devrait automatiquement en faire de même si un gouvernement ne tient pas ses promesses électorales, à tout moment au cours du mandat. Par la suite, on devrait interdire à ce gouvernement de participer aux deux prochaines élections.